



Union
syndicale
Solidaires

Le 28 avril, tous en grève pour défendre La CC 66 et nos conditions de travail

CC 66, la menace se précise !

Les dernières **CNP** (Commissions Nationales Paritaires) de la CCNT 66 comme la Commission Paritaire de la Branche (CPB) ont été l'occasion, pour les patrons du SYNEAS et de la FEGAPEI, de montrer leur détermination à mettre en œuvre les politiques d'austérité.

Concrètement cela se traduit par de nouveaux reculs sur la protection sociale (Prévoyance et complémentaire santé), la formation professionnelle devient « simple variable d'ajustement budgétaire », refus de toute évolution conventionnelle, blocage total sur les salaires...

De plus, la gestion rétrograde des personnels, inspirée du secteur « marchand », a dans les établissements et les services produit en quelques années des effets dévastateurs sur l'organisation du travail et la santé des salarié-e-s.

Pendant ce temps les salaires sont bloqués, la déqualification et la « smicardisation » progressent, les salarié-e-s du secteur sanitaire et social se sentent de plus en plus méprisé-e-s...

Cette gestion calamiteuse d'accompagnement de politiques économiquement absurdes et socialement injustes permet au patronat associatif de rêver à un dernier « round », qui signerait la fin de l'ensemble des acquis conventionnels, en mettant en œuvre une convention au rabais, intégrant la fin des qualifications au profit d'une logique de « compétences » et d'une individualisation des salaires...

Cette politique nous n'en voulons pas

Au côté des salarié-e-s dans les luttes pour les salaires, l'emploi, les conditions de travail, la formation, SUD revendique une convention collective de haut niveau, des salaires à la hauteur des qualifications, des conditions de travail décentes, un travail et des formations reconnus...

Le SYNEAS et la FEGAPEI organisent des réunions dans 15 régions ou inter régions du 3 avril au 19 mai. Ils présenteront à leurs associations adhérentes leur projet de fusion des deux syndicats employeurs et leur dixième projet de refonte de la CC 66. Ne nous y trompons pas, cette fusion des deux syndicats employeurs de la CC66 est le préalable pour pouvoir mettre en place ce dont ils rêvent depuis longtemps : réviser à la baisse la convention collective.

Nous avons pu par le passé, grâce à des mobilisations massives des salarié-e-s, faire échec aux différents projets de casse de la CC66. **Ce tour de France du SYNEAS et de la FEGAPEI, s'arrêtera pour notre région, à Nantes le 28 avril 2015.**

Construisons ensemble, dès maintenant le rapport de force indispensable, syndiqué-e-s, non syndiqué-e-s pour imposer une autre politique et refuser toute nouvelle attaque sur les acquis conventionnels...

Arrêtons les politiques d'austérité et la mise en concurrence à tous crins

Cette rencontre doit être un message fort et clair pour défendre la convention collective 66, mais c'est également le moment de faire entendre à nos patrons et aux décideurs notre ras le bol sur la casse et le démantèlement de nos conditions de travail et des politiques sociales. Nous sommes les uns après les autres confrontés à des baisses drastiques de nos budgets, à devoir toujours faire plus avec de moins en moins de moyens. Il est donc nécessaire de faire entendre notre voix et de défendre un travail de qualité et avec de réels moyens pour venir en aide aux plus démunis.

Au pays des droits de l'homme, le CG 49 fait le minimum !!

Dans notre département du Maine et Loire, les politiques d'austérité se multiplient et ils s'attaquent sans cesse aux plus démunis. Après s'être attaqué à la **prévention spécialisée**, où le conseil général a supprimé une importante partie de son budget à l'**ASEA**, entraînant des licenciements et la fermeture à terme de services de prévention, c'est aujourd'hui aux mineurs étrangers isolés qu'ils s'en prennent.

Le conseil général a lancé des appels d'offre, comme dans le secteur « marchand », pour l'accompagnement de cette population déjà en grande difficulté et profite de la mauvaise situation financière des établissements pour les mettre en concurrence et ainsi baisser les coûts liés à cet accompagnement qui n'a plus rien d'éducatif ou de social. **L'association de l'Abri de la providence** a « remporté le marché » en cassant les prix et en proposant un accompagnement dont le prix défie toute concurrence. Mais au final ce sont les bénéficiaires et les travailleurs sociaux qui en pâtissent. **Les mineurs étrangers isolés** vont se retrouver parqués à plus de quatre dans des appartements sur Angers, sans adulte présent et avec au mieux un à deux rendez vous par semaine. Pour se nourrir, ils disposeront de trois euros par jour et on demande aux banques alimentaires de compléter le panier pour qu'ils puissent manger correctement !! Mais où va-t-on ?

A travers les CPOM (Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens), enveloppes budgétaires fermées sur 5 ans, le secteur médico-social s'enlise dans des restructurations incessantes. Le personnel en baisse d'effectif subit des méthodes managériales qui tiennent de moins en moins compte des spécificités de la population accueillie.

Qui seront les prochains ? L'AEMO qui commence à coûter trop cher ? Bientôt ce seront les MECS qu'ils mettront en concurrence ! Arrêtons la casse et défendons nos conditions de travail et des accompagnements de qualité dans l'intérêt du public que nous accompagnons, ou tout simplement pour défendre des valeurs qui doivent toutes et tous nous rassembler.

Tout est lié et c'est ensuite aux diplômes qu'ils vont s'attaquer

N'oublions pas que parallèlement aux politiques d'austérité qui nous touchent et aux désirs affichés des patrons de casser la CC 66 après s'être attaqués à la CC 51, un projet de réforme des diplômes est en cours et là encore ils vont s'attacher à les remettre en question pour uniquement réduire à terme les coûts du travail social. Les « *assises du travail social* » sont en marche et ne sont qu'une étape de plus dans le démantèlement de nos conditions de travail. Le projet est clair et consiste à supprimer les différents diplômes pour n'en faire plus qu'un. Cela permettra de faire à terme des économies et de casser nos spécificités pour mieux nous mettre en concurrence et ainsi faire passer l'individualisation des salaires.

Face aux patrons qui se rassemblent, unissons-nous et construisons le rapport de force pour défendre nos valeurs, un travail de qualité et des conditions de travail décentes !!

Travailleurs sociaux, étudiants, citoyens,... Toutes et tous en grève et dans la rue le 28 avril 2015 à Nantes !!

- Un transport en commun est organisé par le syndicat Sud Santé Sociaux 49. Pour connaître les modalités et réserver votre place, contacter le syndicat Sud aux permanences de la bourse du travail au [02.41.43.19.07](tel:02.41.43.19.07) ou sur le mail sudsantesociaux49@wanadoo.fr